



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2026

• Produits des activités ordinaires de 1 236,6 millions \$, par rapport à 1 136,6 millions \$ pour l'exercice précédent • Résultat par action (RPA) de 0,23 \$, par rapport à 0,16 \$ pour l'exercice précédent • RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,23 \$, par rapport à 0,24 \$ pour l'exercice précédent • Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles de 214,0 millions \$ par rapport à 162,1 millions \$ pour l'exercice précédent • Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ de 201,0 millions \$ par rapport à 140,0 millions \$ pour l'exercice précédent • Perspectives pour l'exercice 2026 revues dans le secteur Civil et confirmées dans le secteur Défense • Changements organisationnels annoncés dans le cadre du plan de transformation

Montréal (Canada), le 11 novembre 2025 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2025, ainsi que des changements organisationnels dans le cadre de son plan de transformation.

« Au cours des premiers mois de mon mandat en tant que chef de la direction, j'ai pu mieux apprécier le travail exceptionnel des employés de CAE, notre pertinence auprès de nos clients, notre technologie de pointe ainsi que notre position de chef de file sur le marché », a déclaré Matthew Bromberg, président et chef de la direction de CAE. « Ces facteurs nous ont permis de générer une croissance exceptionnelle, et je vois une opportunité de croissance continue significative. Cependant, il faut maintenant équilibrer la croissance et l'efficacité opérationnelle et des actifs. C'est pour cette raison que nous avons lancé un plan de transformation visant à optimiser notre catalogue, à renforcer notre rigueur financière et à rehausser notre rendement, qui comprend la concentration de nos efforts sur la transformation de coûts. Ces trois priorités guideront notre mode de fonctionnement, nos investissements et notre création de valeur à long terme. »

« Grâce aux investissements générationnels prévus dans le domaine de la défense aux États-Unis, au Canada et en Europe, à une forte demande structurelle et à un carnet de commandes record dans le domaine de l'aviation civile, CAE est en excellente position pour générer des rendements plus élevés, des flux de trésorerie plus importants et une valeur durable pour ses actionnaires. »

« Dans l'ensemble, les secteurs Civil et Défense ont enregistré des résultats conformes aux prévisions pour le trimestre, et nous continuons à nous concentrer sur une exécution rigoureuse tout en poursuivant la transformation qui définira notre avenir. »

Structure organisationnelle rationalisée

Dans un premier temps, CAE a annoncé des changements organisationnels visant à simplifier sa structure et à renforcer son exécution.

Nick Leontidis prendra sa retraite à la fin de l'année civile et occupera ensuite le poste de conseiller spécial auprès du chef de la direction. Le poste de chef de l'exploitation sera aboli, ce qui permet d'éliminer un niveau hiérarchique et de faire passer CAE à un modèle opérationnel rationalisé et axé sur les activités, organisé autour de la recherche de l'excellence dans la prestation des produits et des services.

La direction a également été rationalisée avec la nomination d'Alexandre Prévost au poste de président, Aviation civile. La décision de regrouper la formation dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires vise à accélérer la transformation et à améliorer l'utilisation et l'efficacité à l'échelle mondiale. Cette initiative permet également de créer une organisation unique et intégrée de services de formation en aviation civile, conçue pour améliorer l'expérience client et favoriser l'excellence opérationnelle. M. Prévost, qui œuvre au sein de CAE depuis maintenant 17 ans, était jusqu'à tout récemment président de division, Formation pour l'aviation d'affaires. Il a auparavant dirigé le groupe Formation pour l'aviation commerciale dans la région Asie-Pacifique, et compte une grande expérience en matière d'exploitation.

Dans le secteur Défense, CAE a pris des mesures similaires pour simplifier et harmoniser l'organisation, en consolidant les organisations de la défense pour les faire passer de trois à deux. Merrill Stoddard continuera à diriger le secteur Défense de CAE aux États-Unis, alors que France Hébert sera responsable des régions Canada et International au sein du secteur Défense de CAE. Ces changements visent à recentrer nos activités et à améliorer la coordination à l'échelle du secteur Défense.

Dans le cadre de sa transformation, CAE a également créé un nouveau poste, celui de vice-président principal, Exploitation, afin d'améliorer la cohérence, l'efficacité et le rendement de son organisation de produits et de favoriser une plus grande synergie entre les secteurs Civil et Défense. Juan Araujo, qui se joindra à CAE et assumera ce rôle en janvier, compte plus de 25 ans d'expérience à l'international dans les domaines aéronautique et industriel, avec une feuille de route éprouvée dans la promotion de l'excellence opérationnelle au sein d'entreprises mondiales complexes. À ce titre, M. Araujo supervisera l'intégration de plusieurs domaines fonctionnels auparavant dispersés au sein d'une seule et même équipe chargée des produits de bout en bout, renforçant ainsi l'exécution, l'imputabilité, la qualité, les coûts et la rapidité de mise en marché.

Il s'agit là de premières étapes importantes vers un CAE simplifié et plus agile, aligné sur la création de valeur durable.

Résultats consolidés

Au deuxième trimestre de l'exercice 2026, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 236,6 millions \$, comparativement à 1 136,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA s'est chiffré à 0,23 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,16 \$ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,23 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,24 \$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 155,3 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 118,1 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, qui tenait alors compte de coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 30,9 millions \$. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 155,3 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 149,0 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 236,6 \$	1 136,6 \$	9 %
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	31 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	155,3 \$	149,0 \$	4 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	12,6 %	13,1 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	41 %
Résultat par action (RPA)	0,23 \$	0,16 \$	44 %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,23 \$	0,24 \$	(4) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 148,6 \$	2 955,3 \$	(61) %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	19 637,1 \$	18 041,2 \$	9 %

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 670,0 millions \$, par rapport à 640,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 108,7 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 94,7 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 108,7 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 115,9 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 12 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 64 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 592,8 millions \$ pour une série d'ententes de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires, dont des contrats visant la vente de 7 FFS.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 0,88 pour le trimestre et à 1,22 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à 8,5 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	670,0 \$	640,7 \$	5 %
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	15 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	(6) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	16,2 %	18,1 %	
Prises de commandes ajustées	592,8 \$	693,3 \$	(14) %
Carnet de commandes ajusté	8 477,1 \$	6 663,1 \$	27 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	297	276	8 %
FFS dans le réseau de CAE	369	355	4 %
FFS livrés	12	18	(33) %
Taux d'utilisation	64 %	70 %	(9) %

Défense et Sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 566,6 millions \$, par rapport à 495,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 46,6 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 23,4 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est également fixé à 46,6 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 33,1 millions \$ (6,7 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 555,8 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,98. Ce ratio s'est établi à 1,19 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 11,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Notamment, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense dans son ensemble continue de refléter la demande vigoureuse, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 6,1 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	566,6 \$	495,9 \$	14 %
Résultat opérationnel	46,6 \$	23,4 \$	99 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	46,6 \$	33,1 \$	41 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	8,2 %	6,7 %	
Prises de commandes ajustées	555,8 \$	2 262,0 \$	(75) %
Carnet de commandes ajusté	11 160,0 \$	11 378,1 \$	(2) %

Autres points saillants financiers

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 56,9 millions \$, en hausse par rapport à 54,6 millions \$ au trimestre précédent et à 52,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement imputable aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent ainsi qu'à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des charges financières sur la dette à long terme du fait de la diminution du niveau des emprunts au cours de la période, qui s'inscrit dans notre démarche de désendettement continu.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 22,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 23 %, par rapport à 16 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 23 % pour le trimestre, comparativement à 18 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différents territoires.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 214,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 162,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ se sont fixés à 201,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 140,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 44 % s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie et par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 87,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 186,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 2,66. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 236,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 2,75.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 6,8 % pour le trimestre, comparativement à 7,0 % au trimestre précédent et à 5,5 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, CAE a racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$.

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Perspectives de la direction

Civil

Les activités du secteur Civil de CAE demeurent soutenues par des facteurs fondamentaux solides et durables dans un marché de solutions de formation pour l'aviation civile promis à une croissance à long terme. Le secteur est soutenu par les exigences réglementaires mondiales qui imposent une formation récurrente – généralement tous les six mois – aux pilotes et aux membres d'équipage pour qu'ils conservent leurs certifications sur chaque type d'appareil. Ce rythme réglementaire intégré procure une demande de base stable et récurrente, rendant le secteur Civil intrinsèquement moins cyclique.

La croissance supplémentaire découle du besoin continu de former de nouveaux pilotes du fait de l'expansion des parcs d'appareils et des départs à la retraite, ainsi que de la formation de transition pour les pilotes existants qui passent d'une plateforme d'aéronef à une autre. La formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, qui représente environ la moitié de la rentabilité du secteur Civil, continue de bénéficier d'une demande stable, soutenue par une activité aérienne record.

Au cours du premier semestre de l'exercice, le secteur Civil a enregistré un ralentissement inhabituel des prises de commandes, avec la vente de 12 FFS au total et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,86. Bien que CAE conserve sa part de marché dominante, le premier semestre a été marqué par une baisse des embauches de pilotes de ligne pour l'aviation commerciale, qui ont diminué d'environ 40 % par rapport à l'exercice précédent aux États-Unis et d'environ 70 % par rapport au pic atteint en 2022. CAE considère que cette baisse est temporaire et repose essentiellement sur l'incertitude macroéconomique qui a pesé sur la période estivale. L'embauche des pilotes a traversé un creux et la reprise est amorcée, comme en témoignent les compagnies aériennes américaines qui ont recommencé à embaucher des pilotes.

Pour l'exercice considéré, CAE continue de s'attendre à un second semestre plus vigoureux, ce qui concorde avec le caractère saisonnier habituel de ses activités et son profil de livraison de FFS. Toutefois, compte tenu du rythme ralenti de la reprise, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil devrait être généralement similaire à celui de l'exercice précédent, avec une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 20 % pour l'exercice.

L'aviation commerciale est encore fortement touchée par la disponibilité de nouveaux appareils, les immobilisations au sol d'appareils et l'embauche de pilotes. Malgré cette dynamique à court terme, la demande devrait se renforcer à long terme à mesure que les taux de production et de livraison s'accroissent, que les appareils immobilisés reprennent du service et que les départs à la retraite de pilotes se poursuivent. Les fabricants d'équipement d'origine continuent de gérer des carnets de commandes records. Collectivement, ces facteurs renforcent la trajectoire à long terme de la demande de formation du secteur Civil. Les avantages de la reprise sous-jacente du marché devraient être plus prononcés à partir de l'exercice 2027.

Défense

La direction est d'avis que CAE est extrêmement bien placée pour connaître une croissance à long terme et accroître sa rentabilité dans le secteur Défense, grâce à un carnet de commandes ajusté de plus de 11,0 milliards \$ et à un cycle haussier prolongé découlant de l'augmentation des budgets de défense dans les pays de l'OTAN et les pays alliés, dont bon nombre ciblent maintenant des dépenses de près de 5 % de leur PIB.

Au Canada, le gouvernement fédéral a récemment annoncé que le pays atteindrait l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN pour les dépenses en défense pendant l'exercice considéré, et ce, bien en avance sur la date prévue, et a créé l'Agence de l'investissement pour la défense afin d'accélérer la modernisation et le développement des capacités industrielles. Le Canada vise également à consacrer 5 % de son PIB aux dépenses de défense d'ici 2035, ce qui représente une occasion d'investissement générationnelle. Ces faits nouveaux ouvrent des perspectives importantes pour CAE, qui peut ainsi devenir un moteur international dans le domaine de la défense basé au Canada, en tirant parti de sa technologie, de son expertise et de son réseau mondial pour offrir une plus grande valeur ajoutée à ses clients et à ses actionnaires. La flambée des tensions géopolitiques, les impératifs de modernisation et la pénurie mondiale de personnel en uniforme alimentent la demande soutenue pour les solutions de formation et de simulation de CAE, les forces armées comptant de plus en plus sur la Société pour maintenir leur état de préparation et l'efficacité de leurs missions.

Pour le secteur Défense, la direction maintient ses perspectives d'une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté se situant dans la fourchette inférieure du pourcentage à deux chiffres et d'une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 8 % à 8,5 % pour l'exercice 2026.

Dépenses d'investissement en immobilisations

La direction s'attend maintenant à ce que ses dépenses d'investissement en immobilisations totales enregistrent une diminution d'environ 10 % par rapport à celles de l'exercice 2025. Cette baisse est principalement imputable à une réduction d'environ 25 % des dépenses d'investissement en immobilisations du secteur Civil, qui reflète le ralentissement de la reprise de la demande à court terme. Une part importante des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice considéré est consacrée à l'exécution d'un important contrat de défense aux États-Unis, le reste étant axé sur des investissements dans la croissance interne en matière de déploiement de simulateurs dans le réseau mondial de centres de formation civile de CAE en vertu de contrats pluriannuels avec des clients.

Autres perspectives financières

La direction maintient ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2026 en ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles, aux charges financières, à la charge d'impôt et aux priorités en matière d'affectation du capital, y compris le désendettement et le rendement pour les actionnaires.

Mise en garde concernant les perspectives

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2026 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2025 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2026

Calin Rovinescu, président exécutif du conseil; Matthew Bromberg, président et chef de la direction; Nick Leontidis, chef de l'exploitation; Constantino Malatesta, chef de la direction financière par intérim; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-800-990-2777 (n° d'identification de la conférence : 92863). Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 11 novembre 2025 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 11 novembre 2025. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2026 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des droits de douane, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien

est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition sur le résultat et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous suivons l'évolution de cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net tiré des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique qu'elle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Trimestres clos les 30 septembre						
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	46,6 \$	23,4 \$	155,3 \$	118,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	21,2	—	9,7	—	30,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	46,6 \$	33,1 \$	155,3 \$	149,0 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	23,7
Résultat net ajusté	73,9 \$	76,2 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	322,2	319,1
RPA ajusté	0,23 \$	0,24 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

	Trimestres clos les 30 septembre	
<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4 \$	65,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	30,9
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	98,4 \$	96,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3 \$	10,4 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	7,2
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,3 \$	17,6 \$
Taux d'imposition effectif	23 %	16 %
Taux d'imposition effectif ajusté	23 %	18 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre	
<i>(montants en millions)</i>	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	186,1 \$	117,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	27,9	44,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	214,0 \$	162,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(13,8)	(20,6)
Dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(2,6)	(7,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	0,2
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(5,0)	0,3
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,9	6,8
Autres activités d'investissement	(5,5)	(1,1)
Flux de trésorerie disponibles	201,0 \$	140,0 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)	2025	2024
Résultat opérationnel	791,6 \$	(184,7) \$
Dotation aux amortissements	444,5	388,4
BAIIA	1 236,1 \$	203,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	135,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 196,4 \$	942,4 \$
Dette nette	3 186,5 \$	3 064,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,58	15,05
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,66	3,25

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

	Au 30 septembre 2025	Au 31 mars 2025
(montants en millions)		
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 040,7 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(293,7)
Passifs courants	(2 445,2)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	291,4	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie	(291,8) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 871,0
Autres actifs non courants	2 224,7	2 209,7
Autres passifs non courants	(409,6)	(479,9)
Capital utilisé	8 346,5 \$	8 152,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	291,4 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 073,8	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(293,7)
Dette nette	3 186,5 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	84,5
Capital utilisé	8 346,5 \$	8 152,7 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires	1 236,6 \$	1 136,6 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$
Coût des ventes	917,3	845,5	1 707,6	1 639,3
Marge brute	319,3 \$	291,1 \$	627,6 \$	569,8 \$
Frais de recherche et de développement	37,0	37,2	73,7	73,1
Frais de vente, généraux et d'administration	148,3	127,6	307,7	261,1
Autres (profits) et pertes	(5,4)	(2,7)	(5,4)	(3,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(15,9)	(20,0)	(37,5)	(44,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	30,9	—	56,5
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	289,1 \$	226,7 \$
Charges financières – montant net	56,9	52,9	111,5	102,4
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4 \$	65,2 \$	177,6 \$	124,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3	10,4	41,3	18,7
Résultat net	76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	131,1 \$	100,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,3	5,2	4,8
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,23 \$	0,16 \$	0,41 \$	0,32 \$

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultat net	76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	121,5 \$	15,4 \$	(97,3) \$	66,9 \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(48,6)	24,4	64,3	5,3
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(2,0)	—	(3,7)	(0,1)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(12,2)	5,7	6,6	(1,1)
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	6,2	1,6	4,9	4,9
Impôt sur le résultat	2,0	(1,1)	(2,7)	(2,1)
	66,9 \$	46,0 \$	(27,9) \$	73,8 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	27,3 \$	(56,5) \$	54,0 \$	(54,2) \$
Impôt sur le résultat	(7,2)	15,0	(14,3)	14,4
	20,1 \$	(41,5) \$	39,7 \$	(39,8) \$
Autres éléments du résultat global	87,0 \$	4,5 \$	11,8 \$	34,0 \$
Total du résultat global	163,1 \$	59,3 \$	148,1 \$	139,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	159,6 \$	56,9 \$	143,6 \$	134,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	2,4	4,5	5,4

État consolidé de la situation financière

(Non audité)

(montants en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2025	31 mars 2025
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	178,7 \$	293,7 \$
Créances clients	598,2	612,0
Actifs sur contrat	509,2	482,2
Stocks	586,9	595,0
Acomptes	75,0	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	73,9	59,0
Actifs financiers dérivés	18,8	23,5
Total de l'actif courant	2 040,7 \$	2 143,6 \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	774,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	576,2	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	28,2	11,6
Actifs d'impôt différé	159,3	191,8
Actifs financiers dérivés	1,3	1,4
Autres actifs non courants	685,4	657,8
Total de l'actif	11 088,6 \$	11 213,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 050,0 \$	1 190,8 \$
Provisions	24,1	34,5
Impôt sur le résultat à payer	21,6	18,4
Passifs sur contrat	1 033,8	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	291,4	399,0
Passifs financiers dérivés	24,3	42,2
Total du passif courant	2 445,2 \$	2 686,5 \$
Provisions	14,1	14,3
Dette à long terme	3 073,8	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	106,9	134,1
Passifs d'impôt différé	41,7	40,7
Passifs financiers dérivés	13,1	22,4
Autres passifs non courants	233,8	268,4
Total du passif	5 928,6 \$	6 237,8 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 347,1 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	95,2	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	354,6	381,8
Résultats non distribués	2 281,8	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	84,5
Total des capitaux propres	5 160,0 \$	4 976,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	11 088,6 \$	11 213,8 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Semestre clos le 30 septembre 2025

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
Soldes au 31 mars 2025	320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	84,5 \$	4 976,0 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	131,1 \$	131,1 \$	5,2 \$	136,3 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(27,2)	39,7	12,5	(0,7)	11,8
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(27,2) \$	170,8 \$	143,6 \$	4,5 \$	148,1 \$
Exercice d'options sur actions	566 866	20,5	(3,8)	—	—	16,7	—	16,7
Règlement des attributions réglées en instruments de propres	817	—	—	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(61 900)	(0,5)	—	—	(1,8)	(2,3)	—	(2,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	29,2	—	—	29,2	—	29,2
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(7,7)	(7,7)
Soldes au 30 septembre 2025	320 770 891	2 347,1 \$	95,2 \$	354,6 \$	2 281,8 \$	5 078,7 \$	81,3 \$	5 160,0 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	100,8 \$	100,8 \$	4,8 \$	105,6 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	73,2	(39,8)	33,4	0,6	34,0
Total du résultat global	—	— \$	— \$	73,2 \$	61,0 \$	134,2 \$	5,4 \$	139,6 \$
Exercice d'options sur actions	1 092 050	27,3	(3,5)	—	—	23,8	—	23,8
Règlement des attributions réglées en instruments de propres	42 086	1,2	(1,2)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(856 230)	(6,1)	—	—	(15,2)	(21,3)	—	(21,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	20,6	—	—	20,6	—	20,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(1,1)	(1,1)
Soldes au 30 septembre 2024	318 590 139	2 275,3 \$	71,3 \$	227,2 \$	1 808,4 \$	4 382,2 \$	82,0 \$	4 464,2 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Activités opérationnelles		
Résultat net	136,3 \$	105,6 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	227,7	197,9
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(37,5)	(44,0)
Impôt sur le résultat différé	21,8	(8,0)
Crédits d'impôt à l'investissement	(10,2)	(8,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	26,0	20,6
Régimes de retraite à prestations définies	9,9	17,2
Autres passifs non courants	—	(4,7)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	4,3	(13,6)
Autres	(3,0)	(17,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(176,6)	(95,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	198,7 \$	149,2 \$
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles	(194,5) \$	(149,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,9
Dépenses en immobilisations incorporelles	(42,4)	(53,0)
(Paievements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(18,1)	0,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	34,0	17,3
Autres	(8,9)	(0,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(224,8) \$	(183,8) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	70,4 \$	87,0 \$
Produit tiré de la dette à long terme	82,5	19,5
Remboursement sur la dette à long terme	(220,6)	(36,3)
Remboursement sur les obligations locatives	(33,5)	(27,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	16,7	23,8
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(2,3)	(21,3)
Autres	(1,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(88,1) \$	45,0 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,8) \$	9,2 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(115,0) \$	19,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	293,7	160,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	178,7 \$	179,7 \$

À PROPOS DE CAE

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

[Consultez notre Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2025](#)

Personnes-ressources

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, +1-438-805-5856, samantha.golinski@cae.com

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com